

## LES DROITS DE LA PERSONNE AU GUATEMALA

### QUESTION

La situation des droits de la personne au Guatemala ne s'est pas beaucoup améliorée depuis un an, et elle s'est même détériorée sur certains plans malgré les changements politiques survenus dans ce pays et les pressions que maintient la communauté internationale.

### CONTEXTE

Au Guatemala, la société hautement stratifiée se caractérise par une répartition très inégale de la richesse. Cette disparité reflète essentiellement le clivage ethnique du pays; les pauvres sont surtout des autochtones, tandis que les riches sont presque exclusivement des « Ladinos ». Ce déséquilibre a contribué à un haut niveau de violence politique et criminelle au sein de la société guatémaltèque, qui vit depuis trente ans un conflit armé interne.

La capacité du gouvernement du président Ramiro de León Carpio de corriger la situation des droits de la personne continue à inspirer des doutes. Malgré sa bonne volonté, le Président n'a pas réussi à modifier à lui seul les rapports de force fondamentaux au sein de la société guatémaltèque. Certains éléments de ces structures de pouvoir auraient continué à commettre des violations des droits de la personne ou, à tout le moins, à les cautionner.

Certains changements positifs sont survenus en 1995. Une mission de vérification de la situation des droits de l'homme des Nations Unies (MINUGUA) a contrôlé le respect par les deux parties des dispositions de l'Accord général sur les droits de la personne. Une importante nouvelle dimension a ainsi été donnée aux efforts déployés dans le but d'améliorer la situation des droits de la personne en confiant à des intervenants crédibles la vérification des allégations de violations de ces droits. L'accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones signé le 31 mars 1995 a constitué un précédent. Plus de 9 500 réfugiés sont rentrés du Mexique cette année, individuellement ou en groupes. Des élections générales à la présidence, au Congrès et aux conseils municipaux ont eu lieu en novembre 1995. La participation du Front démocratique du nouveau Guatemala (FDNG), une organisation politique représentant le secteur populaire devenue le troisième parti en importance au Congrès, devrait contribuer à la création d'un système politique plus ouvert et plus représentatif. Le dialogue politique se poursuit au Guatemala malgré des menaces constantes et des actes d'intimidation perpétrés contre les dirigeants et les membres de diverses organisations de la société civile. La presse, demeurée officiellement libre, accueille des opinions de plus en plus diversifiées. L'armée elle-même apparaît toujours divisée entre une faction dure et une faction plus modérée. Il est de plus en plus admis, au sein du gouvernement et dans la société en général, que la nécessité s'impose de redoubler d'efforts pour accroître l'efficacité du gouvernement. Celui-ci a officiellement aboli le système des commissaires militaires, mais il reste à voir si cette décision sera effectivement mise en application. Enfin, la société civile, notamment les groupes autochtones, semble s'organiser de plus en plus efficacement.